

Le prix de l'eau polluée

L'ONU réclame l'adoption d'urgence d'un plan d'action mondial sous l'égide des pays industriels du Groupe des Huit pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement, responsable de la mort de près de 2 millions d'enfants chaque année. Dans une grande partie du monde en développement, l'eau insalubre menace bien plus la sécurité humaine que les conflits violents, affirme le *Rapport mondial sur le développement humain 2006* du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

D'après ce rapport, paru en novembre, 1,8 million d'enfants meurent de diarrhée chaque année — une situation qui pourrait être évitée en donnant à chacun accès à l'eau potable et à des toilettes; 443 millions de jours de scolarité sont perdus chaque année en raison de maladies véhiculées par l'eau; près de la moitié des personnes qui vivent dans les pays en développement souffrent d'affections dues au manque d'accès à l'eau et à l'assainissement. Outre ces coûts humains, la crise de l'eau et de l'assainissement freine la croissance économique. L'Afrique subsaharienne perd de cette manière 5 % de son PIB annuel — bien davantage que l'aide perçue par la région.

Pourtant, contrairement aux guerres et aux catastrophes naturelles, cette crise mondiale ne suscite pas d'action internationale concertée, déplore le rapport intitulé cette année *Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*.

«Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le monde souffre d'un excédent de conférences et d'un déficit d'actions crédibles. La diversité des acteurs internationaux a empêché que des chefs de file déterminés ne prennent l'initiative pour affronter la crise de l'eau et de l'assainissement», affirme Kevin Watkins, rédacteur en chef du rapport.

«Il incombe aux gouvernements nationaux de mettre au point des plans et stratégies crédibles pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement. Mais nous avons également besoin d'un plan d'action mondial — bénéficiant d'un soutien actif de la part des pays du G-8 — afin de concentrer les efforts



Des femmes indiennes viennent s'approvisionner en eau.

internationaux épars visant à mobiliser des ressources et à dynamiser l'action politique, de sorte que l'on mette la question de l'eau et de l'assainissement au cœur des priorités et préoccupations du développement», a-t-il déclaré. Ce plan pourrait être géré par un petit secrétariat, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Kemal Dervis, administrateur du PNUD, estime qu'il est indispensable de progresser dans le domaine de l'eau et de l'assainissement pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). «Chacun des huit OMD est inextricablement lié au suivant, de sorte que si nous n'atteignons pas l'objectif concernant l'eau et l'assainissement, tout espoir d'atteindre les sept autres objectifs s'évapore rapidement», dit-il.

Les auteurs recommandent que chaque gouvernement établisse une stratégie nationale pour l'eau et l'assainissement et vise à y consacrer au moins 1 % de son PIB. Les dépenses publiques dans ce domaine sont inférieures à 0,5 % du PIB et dérisoires au regard des dépenses militaires.

Le rapport met en lumière les énormes disparités des prix de l'eau. Les habitants des bidonvilles paient en général un litre d'eau 5 à 10 fois plus cher qu'un habitant des quartiers plus fortunés. Et les habitants des quartiers les plus pauvres d'Accra ou de Manille paient plus que les Londoniens, les New-Yorkais ou les Parisiens.

Pénurie d'enseignants

Selon des représentants de l'ONU, 18 millions de nouveaux enseignants seront nécessaires au cours de la prochaine décennie pour répondre à la demande mondiale d'éducation primaire, le plus gros effort (une augmentation de 68 %) devant être fourni par l'Afrique subsaharienne. «Il ne peut y avoir de solution viable à long terme aux problèmes d'éducation et de pénuries d'enseignants sans investissement dans la formation ni sans mesures visant à promouvoir le respect pour le corps enseignant», peut-on lire dans le message signé par des chefs d'agences de l'ONU pour marquer la Journée mondiale des enseignants en octobre.

Déjà, près de 100 millions d'enfants (surtout des filles, dont beaucoup sont obligées de travailler) ne reçoivent aucune éducation primaire, ce qui aggrave l'accumulation actuelle de 800 millions d'adultes illettrés, soit 20 % de la population adulte, ont déclaré les représentants. D'après les données recueillies par l'UNESCO, les États arabes, en particulier l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Irak et le Maroc, devront créer 450.000 postes d'enseignants au cours de cette période, et les pays d'Asie du Sud et de l'Ouest 325.000.



Un enseignant et sa classe à Akame, au Togo.

Plus de 268 milliards de dollars d'envois de fonds

En six ans, les envois de fonds des travailleurs émigrés ont doublé, passant de 132 milliards de dollars en 2000 à 268 milliards cette année, selon la Banque mondiale. «Pour ce qui est des seuls fonds envoyés officiellement par les émigrés des pays en développement, nous prévoyons qu'ils atteindront 199 milliards en 2006, après 188 milliards en 2005», a déclaré Dilip Ratha, économiste principal du Groupe d'étude des perspectives de développement de la Banque mondiale, lors d'une conférence tenue à Londres.

«En comptant les flux non enregistrés passant par les canaux officiels et non officiels, le montant véritable des envois de fonds est encore plus élevé, ce qui en fait la première source de financement extérieur de nombreux pays en développement», a ajouté M. Ratha.